



# Le dissident qui veut interdire la peine de mort grâce au Coran

IRAN • *Figure de proue du combat contre les exécutions capitales en Iran, l'opposant Emad Baghi n'a pas pu venir à Genève recevoir un prestigieux prix des droits humains.*

CAROLE VANN

L'Iran détient, après la Chine, le triste record des exécutions capitales dans le monde. C'est au sein de ce pays, et en s'appuyant sur sa législation basée sur l'islam (charia), qu'Emad Baghi, théologien iranien basé à Téhéran, a choisi de lutter contre la peine de mort. Ses innombrables recherches et écrits lui ont valu la prison avec torture et cellules d'isolement. Mais jamais Emad Baghi n'a renoncé à ses convictions, affirmant, arguments juridiques à l'appui, que rien dans la loi islamique ne justifie le maintien de la peine capitale.

Lauréat 2009 du Prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme, le penseur iranien n'a pas pu quitter son pays pour venir à la cérémonie organisée par la Ville de Genève. C'est par le biais d'internet qu'il a assisté avec ses proches – également menacés de représailles s'ils venaient le représenter – à la remise du prix ce lundi 2 novembre.

«Il est le premier lauréat, en 18 ans d'existence du Prix, à ne pouvoir le recevoir en personne, remarque Hans Thoolen, président de la fondation Martin Ennals. Jusqu'au dernier moment, nous avons espéré qu'il obtienne l'autorisation de quitter son pays, comme cela avait été le cas pour la lauréate 2008, Mutabar Tadjibaeva d'Ouzbékistan. Elle se trouvait en prison lors de l'annonce de sa nomination en mai; deux semaines plus tard, elle était libérée.»

## Démocratie et islam

Hans Thoolen ne doute pas de l'impact positif de ces distinctions internationales sur des régimes autoritaires. «Le monde est devenu trop ouvert et complexe pour qu'un Etat puisse étouffer un tel événement. Grâce aux nouvelles technologies – internet, téléphones portables, satellites – les gens peuvent voir que des dissidents stigmatisés comme traitres par leurs dirigeants sont honorés à l'extérieur. Lorsqu'Emad Baghi a été nommé en mai dernier, l'information a été publiée en première page du plus grand journal libéral de Téhéran.»

Ces dix dernières années, le théologien a publié une vingtaine d'ouvrages dont six sont interdits en Iran. Dans ses écrits, il s'attache à montrer que la démocratie est possible en islam. L'un des plus célèbres, *Right to Life* (le droit à la vie), est le résultat d'une étude juridique approfondie démontrant que l'abolition de la peine de mort en Iran et dans les autres pays régis par la loi islamique est absolument compatible avec le Coran et les textes juridiques qui en découlent.

L'auteur soutient que les lois autorisant les peines capitales ont été élaborées par des gouvernements, et ne proviennent d'aucune manière des versets coraniques. Il va jusqu'à affirmer que les traditions islamiques permettraient l'intervention d'experts, tels que psychologues, sociologues, criminologues, lors de verdicts sur des peines de morts. Un juge, ainsi que le parent de la victime, ne seraient donc pas les seuls à se prononcer, comme cela se pratique actuellement. Traduit du persan en arabe, *Right to Life* a largement circulé au sein des pays du Moyen-Orient.

## Dix mille exécutions

Baghi s'est aussi attelé à établir des statistiques et des listes de toutes les personnes exécutées en Iran depuis la Révolution islamique en 1970: leur nombre, mineurs compris, s'élèverait à plus de 10000. Cet inventaire constitue une source inestimable sur laquelle s'appuient les organisations de défenses de droits de l'homme et les Nations Unies. Ses activités lui ont valu des années d'emprisonnement dans des conditions terribles qui ont considérablement affecté son état de santé. Très choqué de la manière dont les détenus, de droit commun aussi bien que politiques, sont traités, il a fondé la Société pour la défense des droits des prisonniers.

Le théologien s'est particulièrement penché sur les mineurs condamnés à mort. Selon ses chiffres et ceux d'Amnesty International, près de cent quarante jeunes de moins de 18 ans attendent dans les couloirs de la

mort en Iran. Ce qui est contraire aux instruments internationaux qui interdisent la peine capitale pour les mineurs. Or l'Iran a signé et ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et le Pacte inter-

nationale relatif aux droits civils et politiques. Il y a une forte mobilisation dans le pays, menée notamment par l'avocate Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix en 2003, pour que cesse les exécutions capitales pour les jeunes. INFOSUD



Emad Baghi s'est notamment penché sur le cas des mineurs condamnés à mort. DR

## AGENDA

### LE RENOUVEAU INDIGÈNE

**FILM** Patrick Bernard partage la vie des peuples menacés depuis vingt-cinq ans. Il est le fondateur de la Commission internationale pour les droits des peuples indigènes (ICRA). Son film *Renouveau indigène* sera présenté dans différentes villes de Suisse romande en sa présence. A travers des témoignages, le film raconte le combat entrepris pour la reconnaissance de l'identité indigène. Construit autour des rencontres de Genève à l'ONU, il traite aussi largement du processus autochtone qui se déroule en Amérique du Sud, notamment en Bolivie. CO  
Dimanche 8 novembre, 16 h 30, Onex, Genève, ciné théâtre d'Onex-Parc, av. du Bois de la Chapelle 81.  
Mardi 10 novembre, 17 h 30, Monthey, Valais, cinéma Montheolo, Rue de Coppet 1.  
Jeudi 12 novembre, 20 h, Lausanne, centre culturel Casona Latina, route de Genève 55-57.

### DISPARITIONS FORCÉES: LE CAS CHILIEN

**CONFÉRENCE** Le cas du Chili est emblématique des disparitions forcées. Spécialiste de la dictature de Pinochet, Jac Forton donnera une conférence mardi prochain à Genève. A ses côtés, Pierre-Alain Tschudi, coprésident du jardin des disparus et membre de la campagne suisse de la ratification de la convention internationale contre les disparitions forcées. CO  
Mardi 10 novembre, 20 h, Maison des associations. Entrée libre.  
Organisation: CETIM et TRIAL.

### RÉALITÉS TIMORAISES

**EXPO** Le Timor, petit île qui a arraché son indépendance à l'Indonésie, est l'objet d'une expo de photos jusqu'au 14 novembre à Carouge. Les clichés sont l'oeuvre de Selim Benaissa, un membre du Mouvement pour la coopération internationale. Le MCI est partenaire d'un centre de développement communautaire sur place. CO  
Maison de quartier de Carouge, 3 rue de la Tambourine.

# Des milliers de kilomètres pour faire avancer la paix

PACIFISME • *Les membres de la marche mondiale de la paix seront accueillis lundi à Genève.*

Pour la première fois, sous l'impulsion de l'organisation Monde sans guerres, une marche mondiale pour la paix et la non-violence a été lancée le 2 octobre à Wellington en Nouvelle-Zélande.

Parcourant nonante pays à travers les six continents, l'équipe composée d'une centaine de membres permanents atteindra Punta de Vacas en Argentine, dans la Cordillère des Andes, le 2 janvier 2010. Dans toutes les villes du périple, événements, concerts, manifestations et forums ont été organisés afin de créer une conscience globale non-violente et une culture de paix.

Plusieurs personnalités politiques, dont tous les présidents d'Amérique latine ont déjà signé la charte pour un monde non-violent. Celle-ci réclame le désarmement nucléaire, la fin des guerres et de toutes les formes de violence, le retrait des troupes étrangères des territoires occupés ainsi que la signature de traités de non-agression.

Unique étape en Suisse, la marche s'arrêtera ce lundi 9 novembre dans la cité de Calvin et sera accueillie par Rémy Pagani sur la place des Nations. «Les pays en guerre, confrontés à des

situations dramatiques, soutiennent cette démarche. Je signerai également la charte et j'invite tous mes concitoyens à la rejoindre», plaide le maire de Genève, qui s'est engagé à aider les associations œuvrant pour la paix en Palestine, au Kivu et à faire appliquer les Conventions de Genève.

**Le Réseau humaniste**, né il y a un an à Lausanne, et ses membres bénévoles recevront les participants aux trois routes de la marche – la principale qui arrivera de Paris, celle qui aura tra-

versé le Moyen-Orient et les Balkans, et la route Rhône-Alpes. Ils se retrouveront sur la place Neuve de 11 h à midi, puis marcheront jusqu'à la place des Nations. «Le président de Monde sans guerres, Rafael de la Rubia, remettra la Charte à Serguei Ordzhonikidze, directeur général de l'ONU à Genève et secrétaire général de la Conférence du désarmement, pour qu'il la signe», se réjouit Yoris Demars, coordinateur de la marche en Suisse Romande et étudiant en médecine à Lausanne.

«L'objectif de cette marche est de réunir des personnes qui ont une crédibilité et qui peuvent générer des changements de positions publiques. Suite à cette initiative, Michelle Bachelet, la présidente du Chili, a l'intention d'organiser un congrès pour la réduction des armements», annonce-t-il. Le lendemain, tandis que la Marche se dirigera vers Milan, une délégation partira à Berlin et rencontrera les prix Nobel de la paix invités pour un sommet le 11 novembre.

Ce samedi, le Réseau humaniste organise un forum pour la paix et la non-violence à la maison de quartier de Chailly, au-dessus de Lausanne. «A l'heure où 700 millions de francs sont gaspillés pour l'équipement informatique militaire et qu'on n'a plus les moyens financiers pour le bien public et les chômeurs, je soutiens activement cette initiative citoyenne», commente Josef Zisyadis, député au parlement suisse et au Grand Conseil vaudois.

«Les actions pour la protection climatique sont toujours mises en avant mais celles pour la paix restent en veilleuse. Il faudrait tout simplement arrêter les exportations d'armes et les industries d'armement», milite le député qui inaugurera le forum. LAURENCE BRON

www.marchemondialepourlapaix.ch  
www.reseauhumaniste.ch



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.

## Aujourd'hui à Lausanne, lundi à Genève

**Le Forum pour la paix** et la non-violence se déroule aujourd'hui, samedi 7 novembre, à la Maison de quartier de Chailly. De 13 h à 18 h 30, PeaceWatch, le Groupe pour une Suisse sans armée, le Réseau humaniste, Graines de Paix, ROC-Vaud, le Centre pour l'action non-violente et la Brigade des clowns animeront des ateliers. De 18 h 30 à 21 h 30, un souper quizz «La violence, c'est d'la bombe?» sera préparé pour les jeunes de 14 à 18 ans. (5.-). Les autres participants auront droit à un repas colombien pour 13 francs. Dès 20 h,

le pianiste nomade Marc Vella lancera la soirée et d'autres concerts suivront jusqu'à minuit.

**A Genève**, les participants à la marche mondiale pour la paix et la non-violence ont rendez-vous le lundi 9 novembre à 11 h sur la place Neuve. A midi, ils se dirigeront vers la place des Nations où ils seront accueillis par le maire Rémy Pagani à 13 h. Divers discours et animations auront lieu jusqu'à 15 h. A 17 h, ils se réuniront au Centre de conférence de Varembe. LBN